

LES inspirations **ÉCO** AFRIQUE

Assurance

Colina cartonne dans la «Non-vie»

● En 2012, le groupe affiche de bonnes croissances au Mali et en Côte d'Ivoire. Le segment «Non-vie» a particulièrement contribué à ces performances. Colina Mali et Colina CI, filiales de CNIA-Saada (groupe Saham), ont respectivement vu leur chiffre d'affaires progresser de 32% et 12%.

p.21

CAHIER DE L'INTÉGRATION

2014, les «promesses» économiques du continent

p. 22-23

L'OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

Schiele Maroc bientôt au Sénégal

p. 24

VUE DU CAMEROUN

Nouvelles responsabilités pour deux cadres de la CDE

p. 26



Actualité



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Braderie foncière

Aujourd'hui, la maîtrise de la sécurité alimentaire est devenue une nécessité socioéconomique. Les économies africaines ont plus que jamais besoin de véritables politiques foncières. La Commission économique pour l'Afrique des Nations-Unies (CEA-UN) vient d'intégrer le sujet dans ses réflexions stratégiques.

La braderie des terres africaines s'est exacerbée ces dernières années avec l'arrivée des investisseurs des pays émergents, notamment de Chine et des économies du Golfe. Ces dernières, n'ayant plus ou peu de terres cultivables, se rabattent sur le continent pour acquérir des hectares à planter. Ainsi, la CEA-UN travaille sur la mise en place d'une «Initiative sur la politique foncière africaine». Il s'agit d'instaurer une vision commune pour le développement de la politique foncière de l'Union africaine et de procéder à une évaluation continue des défis structurels liés à la gestion du foncier. Jusque-là, ce type d'initiative n'existait qu'à l'échelle régionale. En Afrique de l'Ouest, par exemple, sept ans après le lancement de la Politique agricole de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (ECOWAP), l'insécurité alimentaire continue d'y sévir, notamment en période d'instabilités sur les cours des produits alimentaires de base dans les marchés internationaux. L'on se rappelle encore des crises alimentaires qui ont frappé cette région en 2005, 2010 et 2012, en l'occurrence dans la région du Sahel. Des leçons devraient en être tirées...



La CGEM au 7^e FOGECA

Miriam Bensalah-Chaqrout, présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), a conduit une délégation d'opérateurs économiques et de représentants des secteurs privé et public à la 7^e édition du Forum des opérateurs pour la garantie de l'émergence économique en Afrique (FOGECA), tenu à Dakar les 17 et 18 janvier. En marge de ce forum, organisé autour du thème «Importance des infrastructures dans la promotion du développement et de l'intégration économique en Afrique : le rôle des secteurs public et privé», la présidente de la CGEM et la délégation marocaine ont tenu une série d'entretiens avec les autorités sénégalaises. Les échanges entre les différentes parties ont essentiellement porté sur les moyens de promouvoir l'intégration économique africaine dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, du commerce, de l'énergie, du développement des échanges sous-régionaux et interafricains, ainsi que sur la promotion d'un partenariat entre opérateurs économiques africains.

La NSE lance un fonds de protection des investisseurs

La Nigerian Stock Exchange (NSE), principale place financière du Nigeria et de la région ouest-africaine, lancera au courant de l'année un Fonds spécial de protection des investisseurs. La structure devrait bientôt démarrer ses activités. L'objectif est de «renforcer la confiance des épargnants dans la plus grande place financière de l'Afrique de l'Ouest», selon les autorités de la Bourse nigériane. Le fonds vise aussi à développer la confiance des investisseurs nationaux qui ont représenté plus de 49% des échanges en 2013 sur le marché local. Les autorités de la NSE ont aussi annoncé une «politique tolérance zéro» qui consiste désormais à sanctionner toutes les irrégularités commises par les sociétés cotées.

Ecobank et MasterCard s'associent

Le groupe bancaire panafricain et la multinationale du paiement électronique ont annoncé en milieu de semaine dernière un accord de licence multi-pays qui donnera accès à des solutions de paiement de MasterCard pour les clients d'Ecobank dans 23 autres pays africains. L'accord est l'aboutissement d'un protocole d'accord signé en novembre 2011. Les filiales d'Ecobank dans 28 pays en Afrique subsaharienne sont maintenant autorisées à émettre et accepter les cartes de débit, de crédit ainsi que les cartes prépayées MasterCard. Grâce à ce partenariat, les clients d'Ecobank, dans cette région en croissance rapide, auront accès aux cartes de crédit et débit MasterCard, ainsi qu'aux produits de cartes prépayées. Ce partenariat permettra également à MasterCard de mettre à profit le réseau bancaire d'Ecobank pour fournir ses solutions de paiement électronique à une base de clientèle plus large.

279 millions de dollars

C'est le montant que la première banque suisse, UBS AG, compte lever sur le Johannesburg Stock Exchange.



S&P abaisse la note de l'Ouganda

Standard and Poor's (S&P) vient de dégrader la note souveraine à long terme en monnaie locale et étrangère de l'Ouganda de B+ à B, avec une perspective stable. La note à court terme reste maintenue à B. Cette appréciation s'explique essentiellement, selon l'agence de notation, par la «détérioration» de la situation budgétaire du pays par rapport aux prévisions précédentes. La hausse des recettes a été plus faible que prévu et les bailleurs de fonds ont suspendu leur aide alors que les dépenses ont augmenté. «Nous prévoyons maintenant un déficit budgétaire supérieur de 6,9% au cours de l'exercice fiscal 2013-2014, en partie en raison de dépenses liées à un projet hydroélectrique qui n'était pas inscrit dans le budget initial», selon un communiqué de l'agence. Selon les prévisions du FMI, l'Ouganda devrait enregistrer cette année un taux de croissance de 6,5%, contre des taux de 5,6% en 2013 et de 2,8% en 2012.



Colina

La «Non-vie» lui réussit dans les marchés à conflits

● En 2012, le groupe affiche de bonnes croissances au Mali et en Côte d'Ivoire. Le segment «Non-vie» a particulièrement contribué à ces performances. Colina Mali et Colina CI ont respectivement vu leur chiffre d'affaires progresser de 32% et 12%. Le projet de déploiement d'un nouveau logiciel IARD se poursuit.

L'instabilité favorise souvent le secteur des assurances. Au Mali et en Côte d'Ivoire, l'évolution des activités de l'assureur Colina, détenu par le groupe Saham, confirme bien ce constat.

Dans le premier pays, le chiffre d'affaires de Colina a en effet progressé de 32% à fin 2012, selon le dernier rapport d'activité de la filiale panafricaine du groupe Saham, rendu public en décembre dernier. Dans le détail des résultats, le chiffre d'affaires de la représentation malienne de l'assureur est monté à quelque 8,6 milliards de FCFA (soit...) sur la période prise en compte. Colina Mali voit ainsi sa contribution dans le chiffre d'affaires global de l'assureur panafricain grimper à 9%, faisant d'elle, du même coup, la troisième filiale la plus dynamique du groupe sur le segment Non-vie. Cette progression est principalement impulsée par «la branche incendie et la branche transport», selon les explications des responsables de l'enseigne. En Côte



● Colina est totalement détenu par le groupe Saham, présidé par Moulay Hafid Elalamy.

d'Ivoire, 2012 a surtout été l'année du redémarrage économique et des reconstructions post-crise. La «Non-vie» semble toutefois en être sortie requinquée, à l'image des performances de Colina Côte d'Ivoire (Colina CI). Cette filiale a vu son chiffre d'affaire s'améliorer de 12% d'une année à l'autre, soit quelque 27,5 milliards de FCFA (environ...), devenant ainsi le premier marché «Non-vie» pour Co-

lina en termes de volume d'activités. L'enseigne s'accapare à elle seule plus de 25% du chiffre d'affaires global des activités du groupe, chose qui témoigne de la dynamique de ce marché. Les deux filiales, dont les marchés respectifs ont été marqués par des crises politiques, affichent par ailleurs des états financiers stables, avec des résultats nets en stagnation entre 2011 et 2012.

Expansion et modernisation

De manière plus globale, Colina a clôturé son exercice 2012 sur une note positive. La filiale du groupe Saham affiche un chiffre d'affaires d'un peu plus de 98 milliards de FCFA (soit...), en progression de 19% en comparaison avec ses performances en 2011. Le groupe compte bien capitaliser sur ces acquis en renforçant sa présence dans le continent, notamment hors des marchés de la Confédération interafricaine des marchés d'assurances (CIMA). C'est justement ce qui a motivé l'expansion de ses activités sur le marché angolais. En 2012, Colina a en effet acquis près de 50% de parts dans le capital de Global Alliance Seguros Angola, 3^e plus importante compagnie d'assurances d'Angola, pour un montant non communiqué jusque-là. L'acquisition a été financée par un emprunt bancaire souscrit auprès de la filiale ivoirienne du groupe bancaire panafricain Ecobank. Le groupe a dû également procéder, pour se donner les moyens de cette expansion, à une augmentation de capital au profit de Colina Participations. Le groupe poursuit parallèlement le déploiement de son programme de modernisation des systèmes d'information de ses filiales. Il vient de finaliser la première phase d'installation d'un nouveau logiciel IARD, «Milliard», dans toutes ses filiales, présentes dans sept marchés d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Bénin, Guinée, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo et Mali).



L'assureur poursuit aussi le déploiement de son programme de modernisation des systèmes d'informations de ses filiales.



BMCE Bank, partenaire de votre dossier Afrique

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL



Cahier de l'intégration

2014, les «promesses» économiques du continent

● La Banque mondiale vient de rendre publiques ses dernières prévisions de croissance pour le continent. L'économie africaine évoluerait à des rythmes de 5,3% en 2014, 5,4% en 2015 et 5,5% en 2016. En 2013, le taux de croissance du continent est passé à 4,7%. Le développement des IDE et le maintien d'une forte demande intérieure figurent parmi les facteurs explicatifs de ces performances macroéconomiques. Dossier.



● Selon la Banque mondiale, la croissance du PIB africain réel et le solde des transactions courantes se dégraderaient sensiblement dans les pays tributaires de leurs exportations de minerais.

DEMANDE INTÉRIEURE

Elle devrait rester, en 2014, parmi les principaux facteurs de croissance pour les économies du continent, aussi bien au Nord qu'au sud du Sahara. La robustesse de la demande intérieure devrait en effet continuer de soutenir la dynamique économique du pays selon la Banque mondiale, la hausse des niveaux de vie et l'émergence de plus en plus évidente d'une véritable classe moyenne sur la majorité des marchés de consommation du continent. Ce phénomène évolue à

contre-pied de la demande en provenance des marchés extérieurs et permet de compenser ce recul dû à une conjoncture économique encore défavorable dans les pays en développement. Le défi de l'intégration des marchés reste toutefois entier. Selon plusieurs analystes, la demande intérieure africaine serait bien plus supérieure que son niveau actuel si les économies africaines étaient intégrées. La création d'un marché commun aurait en effet des effets bénéfiques au développement du commerce intra-africain.



Le continent attire les investisseurs européens et asiatiques. Travaux publics, mines, pétrole, services... tous les secteurs sont ciblés.

INVESTISSEMENTS

Favorisé par un climat des affaires en amélioration relative, le continent continuera en 2014 d'être l'un des endroits privilégiés par les investisseurs pour placer leurs fonds. Les investissements directs étrangers (IDE) devraient en effet atteindre quelque 44,3 MMUSD en moyenne sur la période allant de 2014 à 2016, selon les dernières perspectives livrées par la Banque mondiale. Ces prévisions confirment une tendance à la hausse déjà perceptible concernant le flux des IDE vers le continent, tout



Au cours des dernières années, l'Afrique subsaharienne a occupé la deuxième position au palmarès de la croissance mondiale, juste après l'Asie. Dans beaucoup de pays, cette croissance a favorisé l'amélioration des niveaux de vie et le recul de la pauvreté. Les faibles taux d'inflation, la diminution de la dette publique et le volume adéquat des réserves de change ont mis une grande partie de la région à l'abri des retombées de la crise financière mondiale.

Christine Lagarde,
Directrice générale du FMI.



La croissance des pays en développement dépassera 5% en 2014 et certains pays enregistreront même des taux de croissance nettement plus élevés : 8% en Angola, 7,7% en Chine et 6,2% en Inde. Il faut toutefois se garder de tout immobilisme sur le plan des politiques pour éviter que les bourgeons de la reprise ne dépérissent.

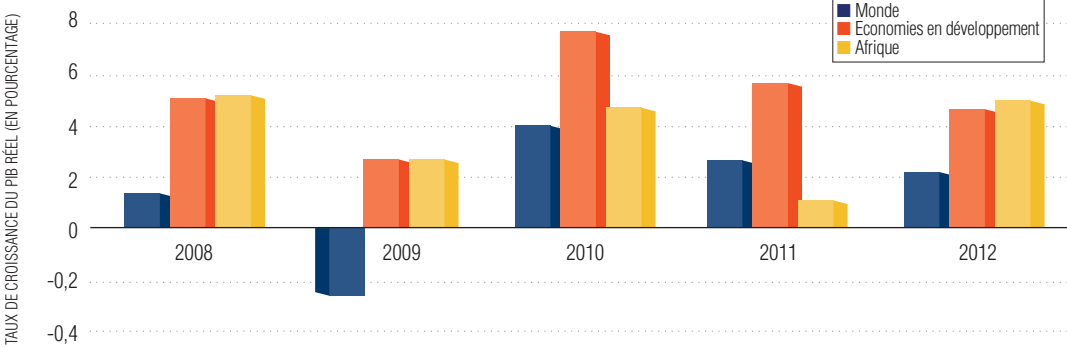
Kaushik Basu,
économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale.

Risques en latence

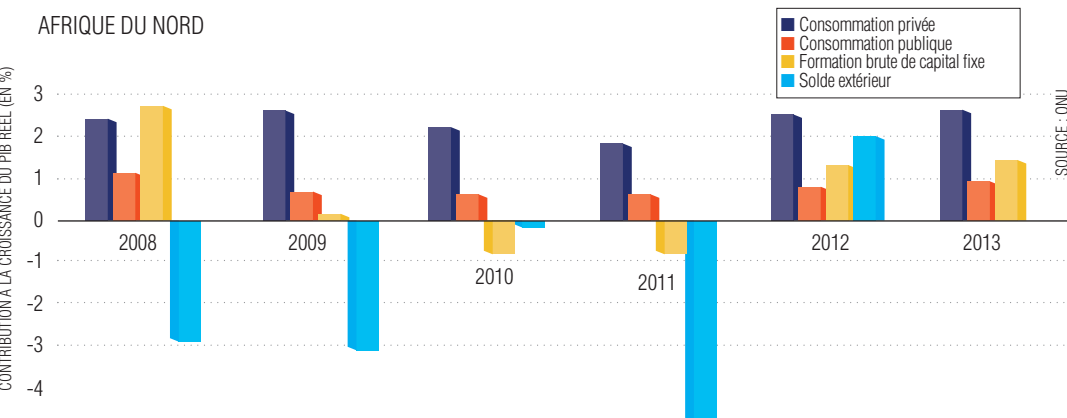
Les forces du continent font également ses faiblesses. Selon l'institution financière internationale, la forte dépendance des économies du continent à l'exportation de produits de base pourrait constituer un mauvais «piège» pour la croissance africaine. En effet, le «ralentissement» constaté de la dynamique économique croissante sur les marchés émergents, ainsi que «la croissance plus faible que prévu dans les économies développées, pourraient nuire aux perspectives de croissance de la région en provoquant une baisse prolongée du cours des produits de base et une contraction des flux d'IDE». La Banque mondiale avance que les simulations de chocs sur le prix des produits de base montrent que la croissance de la région ralentirait, mais ne s'effondrerait pas. En revanche, la croissance du PIB africain réel et le solde des transactions courantes se dégraderaient sensiblement dans les pays tributaires de leurs exportations de minerais, selon les experts de l'institution financière internationale.

Cahier de l'intégration

CROISSANCE DU PIB, 2008 - 2012



COMPOSANTES DE LA CROISSANCE DU PIB RÉEL, 2008-2013



au long de la dernière décennie. Ces IDE ont été particulièrement orientés vers les secteurs du pétrole, du gaz et des mines, mais également dans les industries non extractives. En 2013, l'Afrique a enregistré des flux nets d'IDE de près de 43 MMUSD. Ce chiffre était de 37 MMUSD en 2012. Par ailleurs, l'institution financière internationale estime que la formation brute de capital fixe a augmenté de 7,3% en 2013 et a atteint 23,5% du PIB.

INFLATION

La vie devrait être plus facile en 2014 dans les pays africains. Les experts de la Banque mondiale

prédisent un maintien à la baisse de l'inflation. Les prix des produits alimentaires et de l'énergie demeurent relativement bas, s'accompagnant d'une amélioration tout aussi relative des envois de fonds des travailleurs établis à l'étranger, en dépit de la crise qui perdure dans les économies occidentales. En 2013, près de 32 MMUSD de transferts d'argent ont été opérés vers le continent en provenance de sa diaspora. Ces expéditions ont augmenté de 6,2% par rapport à 2012. La combinaison de l'ensemble de ces facteurs devrait en effet soutenir la consommation des ménages africains. Les auteurs du rapport

prévoient, par ailleurs, que cette maîtrise globale de l'inflation sur le continent permettra «une expansion rapide et durable de la demande intérieure». Cependant, la pauvreté et le chômage restent élevés dans beaucoup de pays de la région.

FINANCES PUBLIQUES

Selon la Banque mondiale, «un rééquilibrage limité des finances publiques devrait démarrer en 2014», même si les déficits budgétaires demeureront importants. Plusieurs gouvernements ont mis en place des programmes d'investissement, mais les revenus restent faibles. En 2013, les soldes budgétaires de la plupart des économies africaines se sont à nouveau dégradés, «particulièrement dans les pays exportateurs de pétrole qui ont dû faire face à une baisse de la production et des prix pétroliers».

Cela explique, par ailleurs, une hausse constatée de la dette publique, qui est ainsi passée de 29% du PIB en 2008 à 34% en 2013. L'organisation internationale fait également remarquer que «les ratios de la dette ont beaucoup augmenté dans certains pays, faisant surgir le spectre de la viabilité de la dette pour l'avenir». De plus, l'importance des dépenses d'équipement dans la région a alourdi les déficits des paiements courants, qui ont continué à se creuser en 2013. Néanmoins, la Banque relève beaucoup d'efforts d'assainissement des finances publiques dans plusieurs pays du continent.

BALANCE COMMERCIALE

«Du fait d'une demande intérieure toujours forte, les déficits des paiements courants devraient se creuser en 2014-2015», selon les prévisions de la Banque mondiale. Cette situation devrait toutefois très vite s'améliorer. L'organisme prévoit en effet un ralentissement de la croissance des importations, coïncidant avec un renforcement des capacités d'exportation. La combinaison de ces deux phénomènes devrait globalement réduire, en

En 2014, la vie serait plus facile pour les Africains. L'inflation s'annonce à la baisse, selon la Banque mondiale.

2016, les déficits de plusieurs des économies africaines. À l'export, en particulier, le continent demeure tributaire des performances du secteur des ressources naturelles. Le défaut de diversification est en effet un des handicaps structurels au développement des échanges commerciaux africains. La baisse de la demande extérieure n'est évidemment pas pour arranger les choses. Selon la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, le déficit du compte courant de l'Afrique s'est creusé ces dernières années en raison essentiellement d'une demande d'exportations «atone».

Retrouvez
tous les mercredis
notre cahier

AUTO

LES inspirations **ÉCO**

L'opérateur de la semaine

EN PARTENARIAT AVEC



Centre Marocain de Promotion des Exportations

Schiele Maroc bientôt au Sénégal

● Un projet de plateforme de distribution et de stockage de poteaux en bois est déjà en négociation. L'objectif est de couvrir le marché ouest-africain à partir du Sénégal. Ce pays, à lui seul, pèse plus de 70% dans le business africain de Poteaux Bois Maroc, la filiale du groupe spécialisée sur ce segment.



Le groupe, à travers sa filiale Poteaux Bois Maroc (PBM), spécialisée dans le traitement et la commercialisation de poteaux de supports électriques et téléphoniques en bois, planche en ce moment sur un projet de plateforme de stockage et de redistribution de ses produits dans la région ouest-africaine, à partir du Sénégal. Ce marché représente actuellement plus de 70% des performances commerciales de PBM en région subsaharienne, pour un total d'une dizaine de marchés couverts, principalement francophones et de la zone UEMOA. Un pourcentage qui pousse la société à réfléchir sur ce très sérieux projet de développement pour 2015-2016. Les négociations sont déjà en cours

avec des partenaires locaux. «L'objectif principal est de couvrir toute la région ouest-africaine à partir de ce marché en y installant cette plateforme», nous explique Mohamed Benzekri, directeur commercial et export de l'enseigne. Il faut savoir que PBM est le principal bras opérateur à l'export du groupe. En 2012, la société a réalisé près de 40.000 euros de chiffre d'affaires dans la région, soit quelque 40 MDH. L'important potentiel qu'offre le segment des poteaux électriques, sur un continent en électrification croissante, justifie pleinement ces résultats. Ces performances commerciales sont en quasi-stagnation en comparaison d'avec 2011. Cela est notamment dû au phénomène conjoncturel de la hausse des

cours de certaines matières premières utilisées dans la fabrication et le traitement des poteaux de supports électriques. «Cette contrainte a relativement pesé sur nos réalisations financières à l'export», justifie le responsable.

Perspectives

La société assure parvenir tout de même à maintenir ses parts de marché sur ce segment qui ne connaît pas beaucoup de spécialistes sur le continent. Pour 2013-2014, l'enseigne conserve son optimisme sur une détente des prix des matières premières nécessaire à la soutenabilité de ses activités. De plus, elle compte davantage miser sur la proximité vis-à-vis de la demande subsaharienne, d'où le projet de s'installer très prochainement sur le marché sénégalais. Il faut dire aussi que l'expertise et l'expérience du marché accumulées au niveau local depuis près de 18 ans d'activités - à travers le programme marocain d'électrification rurale globale - donnent à PBM de bons arguments à faire valoir auprès de sa clientèle subsaharienne. La société a justement réussi ses premiers développements commerciaux vers l'intérieur du continent, au terme de ce programme aujourd'hui réalisé à plus de 90%. ●



Pour 2013-2014, l'entreprise conserve son optimisme sur une détente des prix des matières premières nécessaire à la soutenabilité de ses activités.



BIO EXPRESS

Salaheddine Kadmiri,
PDG de Schiele Maroc.

L'homme n'a certainement pas besoin d'être présenté tant il est fréquent de le rencontrer dans le milieu marocain des affaires. Né en 1959 et issu d'une grande famille traditionnelle mais aussi d'entrepreneurs, le sens des affaires est quasiment inné chez lui. Après avoir bouclé un cycle d'ingénierie à l'École centrale de Paris, l'homme rentre très vite au bercail et fait ses premières armes dans la fonction publique en intégrant le ministère du Commerce et de l'industrie. En 1985, il quitte la fonction publique après de bons et loyaux services. L'homme se lance pour son propre compte et fonde, en association avec un de ses frères, l'entreprise Construction électrique appareillage de comptage (CEAC). L'enseigne est spécialisée dans la fabrication et la distribution de compteurs électriques. L'expérience est une réussite, malgré quelques déboires liés à tout business. L'homme parvient en effet à imposer son offre sur un marché qui s'approvisionnait pour une grande partie à partir des marchés étrangers. En 1995, il réfléchit à une diversification de ses investissements. Il rachète l'enseigne Schiele Maroc et se lance véritablement dans les équipements électriques industriels, tout en se désengageant de la gestion de la CEAC. À la tête de la nouvelle société, il ne tardera pas à décrocher son premier marché d'envergure : la fourniture des équipements électriques pour le projet de la grande mosquée Hassan II de Casablanca. Le groupe Schiele affiche aujourd'hui quelque 400 MDH de chiffre d'affaires prévisionnel pour 2014. Ses produits sont présents sur plusieurs marchés du continent et d'ailleurs. ●

Le plus de Maroc Export :

L'Afrique présente un large éventail d'opportunités pour le secteur de l'énergie, des installations électriques et de l'électrification rurale. Le continent consomme très peu d'énergie par rapport à son poids démographique et à ses besoins. Les entreprises marocaines, eu égard à leurs expertises et expériences dans ce domaine, ont beaucoup de débouchés à exploiter pour favoriser le développement du secteur de l'énergie en Afrique, notamment les énergies renouvelables. Il leur est fortement conseillé d'approcher la compagnie nationale en charge de l'électricité pour chaque pays concerné. De plus, Maroc Export accompagnera les entreprises à développer de l'assistance technique afin d'augmenter leurs chances pour mieux répondre aux appels d'offres. De même, les forums d'échanges d'expertises, à l'instar du Forum du Bénin, l'internationalisation du Salon de l'eau, et l'internationalisation d'Elec Expo, en collaboration avec l'Amepa, la Fenelec et l'Ofec sont autant d'actions à intensifier pour augmenter les chances des entreprises nationales de nouer des liens pour pouvoir se voir confier des projets d'envergure d'électrification de villes et de construction de barrages.

Le marché de la semaine

Érythrée, la croissance recule

● Le pays devrait connaître un taux de croissance de 6,5% en 2014 contre 7% en 2013. Les investissements dans les filières minières, le développement du secteur des services ainsi que le renforcement de la consommation privée, en sont les principaux moteurs.



Cette petite économie de la région de la «Corne de l'Afrique» devrait un peu perdre de sa dynamique de croissance en 2014. De 7% en 2013, ce chiffre est attendu à 6,5% en 2014. Si le taux évolue, les structures de l'économie érythréenne demeurent les mêmes. Le secteur minier, en particulier, est un des principaux moteurs de cette croissance depuis plusieurs années déjà, grâce aux nombreux projets d'investissements développés à travers le pays, dans la filière aurifère, notamment. L'investissement public et la consommation privée devraient également être de bons supports à la dynamique économique globale en 2013 et 2014. Les autorités du pays se sont engagées dans un vaste programme de développement des infrastructures. Cet investissement public

porte ainsi sur plusieurs projets d'infrastructures, notamment dans les secteurs immobiliers (bâtiments d'habitation et de commerce), du sport (nouveaux stades et rénovation des équipements existants), de l'éducation (nouvelles écoles), du transport routier et de la santé (aménagement d'hôpitaux et équipements ambulanciers).

● ● ●
Le pays est très souvent sous la menace de l'insécurité alimentaire, à l'image de ses voisins de la Somalie et de l'Éthiopie.

Acquis fragiles

En 2012, par ailleurs, les analystes ont attribué le recul de croissance du PIB – à 5% – du pays à l'absence de nouveau projet minier, ainsi qu'au repli imprévu de la production dans la mine de Bisha. Les observateurs ont également évoqué la diminution des envois de fonds par la diaspora, ainsi que la baisse du cours de l'or en 2011/12. Au-delà de son sous-sol, le pays compte également énormément sur son secteur des services.

En 2011, justement, les services ont été parmi les principaux moteurs de la dynamique de l'économie érythréenne, pesant près de 60% des richesses nationales. «La croissance de ce secteur tient en grande partie à l'administration publique et à la défense, au commerce intérieur, ainsi qu'à l'hôtellerie/restauration», expli-

quent les experts de l'African Economic Outlook. L'industrie, quant à elle, occupe également une part croissante dans l'économie locale.

En 2011, elle contribuait à hauteur de 24,1% au PIB. L'agriculture n'a contribué qu'à 17% du PIB. Les perturbations climatiques pèsent lourdement sur les rendements agricoles, assujettissant l'Érythrée à l'importation de denrées alimentaires de base.

FICHE PAYS ÉRYTHRÉE

Taille

6 millions de consommateurs potentiels (2012)

Monnaie

Nakfa érythréen

PIB

3 milliards de dollars US (2012)

Croissance PIB

7% en 2013 et 6,5% en 2014

Région économique

Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA, en anglais)

Doing Business 2014 :

184^e mondial sur 185 pays (185^e au DB2013)

Risque pays

Forte dépendance aux transferts des émigrés : Les estimations du FMI relatives au budget (l'Érythrée ne publie aucune information fiscale) conduisent à prévoir une stabilisation du déficit, mais à un niveau élevé. Les recettes fiscales seront soutenues par le secteur minier, grâce aux taxes mais aussi à la participation de l'État dans les mines d'or de Bisha et Koka (40%). Les dépenses militaires (25% du budget) resteront conséquentes.

Les tensions politiques et diplomatiques se durcissent : Le président Issayas Afewerki, à la tête du pays depuis 1993 et son parti, le Front populaire pour la démocratie et la justice (PFDJ), continueront à dominer la scène politique, avec l'appui de l'armée. Les relations avec l'Éthiopie et Djibouti restent très tendues et les Nations Unies ont renforcé les sanctions à l'encontre de l'Érythrée, accusée de soutenir des groupes rebelles armés et de déstabiliser la région. Cette insécurité politique fragilise le développement économique du pays, d'autant que l'environnement des affaires est particulièrement difficile (corruption, système juridique arbitraire, faible qualification de la main-d'œuvre).

coface



Le groupe BMCE Bank développe son réseau d'experts à travers Bank of Africa dans 19 pays du continent

BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL



Vue du Cameroun



BILLET

Thierry Ekouti,
Dir. pub-Le Quotidien de
l'Économie (Cameroun)

Décision prématurée

Au vu de l'actualité, l'on se demande si la décision de mettre en place la libre circulation dès le 1^{er} janvier 2014, prise le 25 juin 2013 par les six États d'Afrique centrale, n'était pas prématurée. En tout cas, cette mesure, tant souhaitée n'aura pas lieu de sitôt dans la zone Cemac. Pourquoi ?

Récemment, la Guinée équatoriale a affirmé qu'elle n'a pas fermé ses frontières avec le Cameroun et le Gabon, mais demande aux personnes qui veulent entrer sur son territoire de présenter un visa. Pour elle, les conditions ne sont pas réunies pour une libre circulation dans la sous-région.

Par ailleurs, du 13 au 17 janvier, s'est tenu à Douala au Cameroun une session mixte du Conseil des bureaux de la carte internationale d'assurance et de responsabilité civile automobile, dénommée «carte rose Cemac». Carte qui permet à tout automobiliste se rendant dans un pays de la Cemac d'être assuré pour les accidents dans lesquels il pourrait être impliqué. Or, il a été constaté que l'appropriation de cette carte rose reste limitée, les forces de l'ordre continuant à susciter de nombreuses tracasseries à l'égard des automobilistes dans la sous-région.

Ainsi, si l'on peut constater aujourd'hui que les chefs d'États signataires de l'acte du 25 juin 2013 n'étaient pas tous sincères, l'on doit aussi admettre que toutes les garanties (à l'instar de cette carte rose) n'étaient pas non plus réunies pour donner véritablement lieu à cette libre circulation. ●

Nouvelles responsabilités pour deux cadres de la CDE

● Le directeur général de la Camerounaise des eaux (CDE), filiale de l'ONEE et un de ses collaborateurs ont été élus au comité de direction de l'Association africaine de l'eau.

Le Marocain Brahim Ramdane, directeur général de la Camerounaise des eaux (CDE), est désormais vice-président pour l'Afrique centrale de l'Association africaine de l'eau (AAE). Son élection à ce poste est intervenue au cours du comité de direction de l'AAE, qui s'est tenu le 20 novembre 2013 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Il est arrivé en tête des votes devant Allafouza Wassai Loni, directeur général adjoint de la Société tchadienne des eaux (STE). Selon un communiqué disponible sur le site Internet officiel de la CDE, il aura pour mission principale d'assister, dans l'exercice de son mandat, la présidente de l'AAE, la Sud-Africaine Duduzile Myeni. «Brahim Ramdane devra représenter l'association et animer les activités de celle-ci au sein de l'Afrique Centrale (...), tout en promouvant le développement de l'association. Il lui reviendra en outre de rendre compte régulièrement de ses missions à chaque réunion du comité de direction», peut-on lire. Toutefois, au cours de ce mandat qui durera deux ans (2014 - 2016), le patron de la CDE et les autres quatre vice-présidents de l'AAE auront pour priorité le recouvrement des cotisations des différents membres, afin d'assurer la bonne marche de l'association. C'est en tout cas l'une des principales prescriptions du comité de direction qui, lui-même, s'est tenu en marge du conseil scientifique et technique de l'AAE, lequel a arrêté le business plan stratégique de l'association pour la période allant de 2013 à 2017. En tout état de cause, le directeur général de la CDE sera à son poste au moment où se tiendra, en novembre 2014 à Yaoundé, le forum de haut niveau sur l'eau et



l'hygiène en Afrique. Au côté de Brahim Ramdane, un autre haut cadre de la CDE a été élu lors de ces travaux d'Abidjan. Il s'agit de la Camerounaise Géraldine Mpouma Logmo (directrice de la Coopération et de la communication à la CDE), qui a été portée aux fonctions de rapporteuse du Comité spécialisé en management de l'AAE. Commentant cette double élection de deux membres de son équipe dirigeante, la CDE indique que c'est l'ensemble de l'entreprise qui est ainsi honorée. Cette consécration intervient au moment où la CDE se prépare à faire face à un accroissement du volume d'eau à distri-

buer à Yaoundé, puis à Douala, les deux principales villes du pays. En effet, le mercredi 15 janvier dernier, l'État, à travers la société d'investissement Camwater (Cameroon water utilities corporation), a annoncé la mise en service de la station de traitement des eaux de la Mefou, qui fournira, d'ici fin janvier 2014, quelque 25.000 m³ d'eau supplémentaire à la capitale Yaoundé et 25.000 m³ deux mois plus tard, soit en tout 50.000 m³. Jean Williams Sollo, directeur général de Camwater, a indiqué dans la foulée que «nous allons, dès le mois de février, faire des extensions de réseau sur 400 km qui vont atteindre pratiquement toute la ville». Du côté de Douala, la même société procède depuis plusieurs mois maintenant à la pose de nouvelles canalisations, en vue d'assurer la distribution de quelque 150.000 m³ d'eau supplémentaire qui sont attendus de la station de traitement de Yato, dès septembre 2014. Pourtant, ces efforts n'équilibreront pas l'offre et la demande dans un pays de plus de 20 millions d'habitants, qui ne compte que 400.000 abonnés au service de l'eau potable, avec seulement une centaine de villes desservies par la CDE sur les 300 que compte le pays. D'après ses propres statistiques, la filiale de l'ONEP a distribué jusqu'à 43.651.538 m³ d'eau en 2012 dans la seule ville de Douala. Cela représente une progression de 62,5% en quatre ans. Détentrice d'un contrat de concession de 10 ans à compter de 2008, l'entreprise entre cette année dans la deuxième moitié de son contrat. ●

●●●
Sur 20 millions d'habitants, seulement 400.000 personnes sont abonnées aux services de distribution d'eau potable au Cameroun.

PAR **JULIEN CHONGWANG**
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun